



FASCISME

N° 22.

RAPPORTS ET DOCUMENTS RELATIFS A LA SITUATION
DE LA CLASSE OUVRIERE SOUS LA DOMINATION FASCISTE.

Amsterdam, le 16 novembre 1935.

Boycottez les Jeux Olympiques de Berlin! (I.T.F.) Dans un appel commun l'Internationale de sport ouvrier socialiste et l'Internationale rouge de sport ouvrier invitent les travailleurs de tous les pays à boycotter les Jeux Olympiques nazis. Elles soulignent que l'Olympiade qui doit avoir lieu à Berlin en 1936 a dépassé le

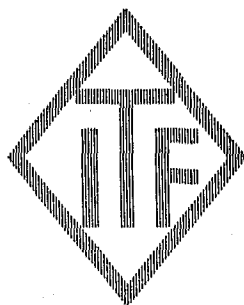
cadre d'une manifestation purement sportive, car les dominateurs de l'Allemagne cherchent à s'en servir dans des buts de propagande. Ce sont les oppresseurs du peuple allemand, non pas le peuple même, qui marqueront de leur empreinte les Jeux Olympiques de 1936. Ce sont les dominateurs de l'Allemagne, les oppresseurs brutaux des classes laborieuses, les destructeurs de toute liberté ceux qui ont aggravé à l'extrême le danger de guerre en Europe, qui convient à présent les sportifs du monde entier dans la capitale du Troisième Reich, de ce Reich où règnent la terreur, la violence et l'opprobre.

Sur la base de ces considérations, les deux Internationales du sport ouvrier, créées dans le but d'œuvrer pour le sport libre d'un peuple libre, s'élèvent catégoriquement contre le caractère des manifestations sportives fascistes. Elles protestent contre l'insolence de se servir d'une compétition sportive internationale comme le sont les Jeux Olympiques dans des desseins de politique fasciste.

C'est pourquoi les deux Internationales demandent aux partis socialistes et progressistes de tous les pays de s'employer pour qu'aucune subvention publique ne soit accordée par leur pays pour la participation aux Jeux Olympiques de Berlin. Elles adressent à tous les adversaires de la politique fasciste de violence l'appel de n'appuyer d'aucune façon les Jeux Olympiques de Berlin. Elles font appel aux sportifs et gymnastes du monde de boycotter les Jeux Olympiques de Berlin!

Elles invitent les organisations ouvrières à mener par tous les moyens la lutte la plus énergique contre ces Jeux Olympiques qui ne sont guère qu'une parade du fascisme hitlérien.

Abus de pouvoir à Dantzig. (I.T.F.) La Société des Nations a plus d'une fois et de manière catégorique accusé le Sénat de l'Etat libre de Dantzig d'abus de pouvoir. Cela n'empêche pas ce Sénat de poursuivre comme si de rien n'était, la série de ses actes illicites. Il a confisqué des fichiers des organisations ouvrières et, le 26 octobre, il a fait arrêter Töpfer, le président de la Centrale syndicale libre, parce que celui-ci a dans le journal "Die Arbeit", signalé les abus de pouvoir du Sénat nazi.



Connaissance de soi! (I.T.F.) Les paroles suivantes prononcées par le nouveau ministre autrichien de la Prévoyance sociale (!) le 29 octobre devant la T.S.F. de Vienne, rendent d'une manière frappante l'opinion des travailleurs autrichiens sur la réaction chrétienne: " Selon l'opinion répandue parmi les travailleurs autrichiens mais aussi à l'étranger, l'Etat totalitaire serait de par sa nature même anti-ouvrier et aurait en lui la tendance réactionnaire de porter atteinte aux institutions sociales de protection ouvrière et de livrer les ouvriers sans défense aux attaques des dominateurs économiques."

Des paroles sociales! (I.T.F.) La section de Carinthie (du syndicat unique autrichien) se voit dans l'obligation de rendre publics les noms d'une série d'entreprises sans lesquelles les ouvrières et ouvriers n'ont plus eu depuis des années de congé annuel payé, mais à la place de cela un salaire de 2,50 par journée de 10 à 12 heures de travail pour les femmes et un salaire de sch.: 0,43 à 0,60 par heure tout au plus pour les hommes. Pour certains employeurs des paroles sociales sont la façade derrière laquelle, avides de lucre, ils agissent, dans la nouvelle Autriche aussi, contre leurs salariés". ("Der Holzarbeiter", organe du syndicat fasciste de l'industrie du bois, N° d'octobre).

Clair et non équivoque. (I.T.F.) La campagne en Abyssinie affaiblit la position du fascisme italien en Europe. La dictature chrétienne en Autriche craint d'être entraînée dans un effondrement de la dictature italienne; elle craint une attaque de la part du national-socialisme allemand et fait appel au peuple pour qu'il s'oppose au fascisme du Troisième Reich. Les organisations syndicales libres ont donné dans un manifeste aux ouvriers autrichiens, une réponse claire et non équivoque au gouvernement. La voici:

"Les ouvriers et employés syndicalistes et socialistes d'Autriche, posent clairement et sans équivoque les conditions suivantes à une collaboration éventuelle de leur part à une lutte pour défendre la liberté de l'Autriche:

- 1°) Rétablissement de la liberté syndicale, la liberté de presse et la liberté d'association pour tous les anti-fascistes;
- 2°) Elections libres d'hommes de confiance dans les entreprises et au sein des syndicats;
- 3°) Rétablissement complet de l'autonomie des organes des assurances sociales.

Nous demandons la libération immédiate des hommes et des femmes qui en février ont lutté pour la liberté véritable de l'Autriche et qui ont défendu sa Constitution démocratique.

Nous demandons que l'injustice commise contre les anti-fascistes qui en février et depuis lors ont perdu leurs moyens d'existence et sont condamnés à lentement mourir de faim, en raison de leur conviction uniquement, soit réparée.

Nous demandons une amnistie sans conditions pour tous les adversaires du fascisme, qui après les événements de février ont été écroués et condamnés à des peines cruelles uniquement pour être restés fidèles à leurs convictions.

Pour liquider les événements de février il est cependant nécessaire aussi que les sommes volées aux ouvriers soient restituées et que les institutions culturelles détruites soient rétablies.

Voilà les conditions des syndicats libres!

Les ouvriers et employés ne feront pas le moindre geste pour défendre le régime italo-fasciste qu'ils haïssent autant que l'esclavage hitlérien. Les travailleurs autrichiens ne défendront contre une attaque de l'extérieur, la liberté et l'indépendance du pays que s'ils sont libres eux, et si on leur rend leurs droits élémentaires."

La gratitude de la patrie. (I.T.F.) Durant deux mois, les familles des soldats italiens mobilisés dans l'armée envoyée en Afrique orientale avaient droit à un secours journalier de 3 lires (1 lire = env. 1,20 frs fr.). A partir du 1er novembre, ce secours a été supprimé, en ce sens que les parents et la femme du mobilisé ne pourront plus bénéficier de ce misérable secours que s'ils peuvent présenter un certificat médical déclarant qu'ils sont inaptes au travail. Les familles des gens aisés pourront facilement renoncer à ce secours, mais les femmes et les vieux parents des ouvriers envoyés sur les champs de bataille africains, devront eux, aller fabriquer à l'usine les obus nécessaires à la campagne fasciste.

Le niveau de vie baisse. (I.T.F.) Il ressort de renseignements publiés par le journal milanais "Corriere della Sera" (N° du 2 novembre) comment le niveau de vie du peuple italien s'est avili depuis l'avènement du régime fasciste. La consommation moyenne de viande s'élevait en 1926 en Italie à 41 kilos par habitant. En 1932 cette moyenne avait baissé jusqu'à 26,9 kilos, en 1933 elle n'était plus que de 26,6 kilos et en 1934 de seulement 25,7 kilos. Ces données se passent de commentaire.

Les victimes. (I.T.F.) Le général italien Graziani qui dirige la campagne dans le sud de l'Ethiopie a déclaré à la jeunesse italienne (à Bengasi): "Aimez nos colonies comme une promesse lumineuse de notre prestige dans le monde. Aimez-les davantage pour les sacrifices qu'elles nous ont coûté et qu'elles nous coûteront que pour les avantages minimes qu'elles nous apportent". C'est pour le prestige de la dictature fasciste que l'on sacrifie à présent des dizaines de mille d'Ethiopiens et des* d'Italiens. Les conséquences de cette guerre seront ressenties jusque par les enfants de ceux qui participent à présent à la campagne. L'aventure abyssine a coûté jusqu'à présent à l'Italie au moins quatre milliards. Ces dernières semaines, les dépenses ont augmenté à tel point que le ministre des Finances s'est fait donner par Mussolini l'autorisation de ne plus rendre de comptes sur certaines dépenses. Les ayants-droit de ceux qui auront été tués en Afrique auront encore à supporter le poids de l'endettement du fascisme lorsque les responsables auront depuis longtemps quitté les *milliers lieux.

Révocations en masse auprès de la Reichsbahn allemande. (I.T.F.)

Dans tous les secteurs de la Reichsbahn on a procédé pour le 1er novembre au licenciement d'ouvriers et d'employés. Dans tous les services des ouvriers ont été congédiés. Le chef du dépôt qui suivant l'ordonnance de service imposée par les Nazis "tranche toutes les questions de service intéressant le personnel" décida comme bon lui semblait qui serait renvoyé. Suivant les communications faites par une direction régionale-- des renseignements plus détaillés seraient dangereux pour les camarades qui nous ont procuré le présent renseignement-- on a licencié un total de 26.000 cheminots allemands, soit 7% de tous les travailleurs de la Reichsbahn.

C'est à cela qu'aboutissent les Batailles du travail dans le Troisième Reich.

Aux intérêts de qui veille Hitler ? (I.T.F.) Le ministre de l'Economie nationale le Dr. Schacht, affirma le 29 octobre devant la T.S.F.: "La nouvelle Allemagne ne veille pas aux intérêts des grands capitalistes, mais au bien-être de la communauté populaire". Or, de quoi a l'air cette communauté populaire du Troisième Reich? Nous nous bornerons à quelques chiffres: Il y a trois grands consortiums de l'industrie lourde allemande qui arrêtent leurs comptes au 30 juin: Klöckner, Hösch et Gute Hoffnungshütte. Dans la société Klöckner les appointements des quatre directeurs ont été relevés de 145.057 pour l'exercice 1933/34 à Mk: 272.557 pour l'exercice 1934/35, soit de 86%. Dans la société Hösch, on constate une majoration des appointements des quatre directeurs de 93% à savoir de 241.058 à Mk. 465.526 et à la Gute Hoffnungshütte, il y a une augmentation pour les cinq directeurs de pas moins de 130% à savoir de 516.489 Mk. à 1.188.868! On voit que la "communauté populaire des directeurs généraux" n'a pas été négligée. Suivant une instruction expresse du Führer --ainsi l'organe central du parti nazi, le "Völkische Beobachter", du 31 octobre -- "les salaires des ouvriers devront rester au même niveau". Il est vrai que les salaires nominaux ont été déprimés, que les revenus nets ont été rognés par des retenues "facultatifs" et que le pouvoir d'achat a été avili par une forte augmentation des prix; mais "tout cela n'est que logique car il s'agit-- comme le dit le journal nazi-- de maintenir vivant dans le peuple, l'esprit de sacrifice". Les Nazis veillent aux intérêts du grand capital; c'est pour lui que les ouvriers doivent faire des sacrifices. Sans doute que le Dr. Ley prend les ouvriers pour des capitalistes....

Le Front du Travail vole les malades. (I.T.F.) L'état de santé des ouvriers et employés a considérablement baissé dans le Troisième Reich. Par une alimentation insuffisante et un rythme de travail outré le degré de maladie a augmenté. En même temps toutefois les Nazis ont sensiblement avili les mesures sociales en faveur des malades. Le ministère du Travail a donné l'ordre aux caisses de ne plus accorder, dans la mesure du possible, que des médicaments peu coûteux. A la suite de cet ordre, les caisses d'assurance-maladie ont lancé des instructions rigoureuses. Les caisses locales peuvent réclamer des médecins qui prescrivent "trop

souvent" des médicaments ou des remèdes "trop chers" , lorsque la chose se répète, la restitution des frais. Dans plusieurs cas déjà des caisses locales ont déduit de 50 à 100 marks des honoraires des médecins aux sentiments trop sociaux, pour médicaments "prescrits en trop". On a même pratiqué cette méthode pour des médicaments qui avaient été prescrits à des ouvriers souffrant d'infirmités contractées à la suite de blessures de guerre.

Il est vrai que les caisses allemandes d'assurance-maladie se trouvent dans une situation financière difficile. La mauvaise gestion des commissaires nazis porte ses fruits et le Front du Travail s'est fait octroyer des sommes importantes pour les manifestations de la société récréative "Kraft durch Freude". Ce n'est que fin août que le ministère de l'Economie nationale a mis fin à ces subventions accordées au Front du Travail des ressources des Caisses mais l'argent gaspillé par la société récréative doit à présent être recouvré par des économies aux frais des malades.

Y a-t-il du travail dans le Troisième Reich ? (I.T.F.) Menacés par le sénat dantzikois national-socialiste d'être privés de l'allocation de chômage, 6.000 chômeurs environ de Dantzig se sont déclarés prêts "de leur plein gré" à accepter du travail en Allemagne. Il ne faut pas penser que ce travail a été procuré aux Dantzikois parce que le Troisième Reich manque de main-d'oeuvre. Rien n'est moins vrai: "Je suis heureux certes--ainsi écrit un ouvrier spécialiste dantzikois-- d'avoir trouvé à m'employer. Cela me fait néanmoins une impression étrange d'avoir moi, Dantzikois, du travail ici, tandis que le père de famille chez qui je vis et qui a le même métier que moi(!) doit aller faire poinçonner sa carte de chômeur".

Au delà des frontières.(I.T.F.) Suivant un communiqué du service d'informations du Front allemand du travail"(reproduit, entre autres dans le "Angriff" N° 261) l'"Organisation pour l'étranger du Front allemand du Travail" comprend "360 sections locales et points d'appui groupant près de 36.000 adhérents". Les ouvriers et employés de nationalité allemande qui travaillent à l'étranger risquent en cas de refus d'adhérer au Front du Travail, une dénonciation auprès de la Gestapo. Ils ont à craindre des mesures contre leur famille restée là-bas et des représailles en cas de retour en Allemagne. Jusqu'à présent le Front du Travail se contentait de la perception de cotisations imposées aux ouvriers et employés à l'étranger, mais dorénavant il faudra que la loi nazie sur la réglementation du travail"trouve application dans toutes les entreprises allemandes à l'étranger". Dans le Troisième Reich, c'est "le chef de l'entreprise qui tranche vis-à-vis du personnel toutes les questions relatives à l'exploitation" (art. 2 de la loi). A présent le chef d'entreprise devra disposer de ce même droit dans les entreprises allemandes à l'étranger! Formellement certes, "les dispositions de cette loi si importante ne dépasseront pas les frontières du Reich" mais "il est nécessaire de pénétrer de sa teneur morale tous les citoyens allemands qui travaillent à l'étranger et particulièrement les chefs d'entreprise, à tel point que le contenu de la loi devienne une directive logique pour toute l'activité".

On souligne, il est vrai, qu'il ne faudra point enfreindre des lois ni "des droits de souveraineté intangibles(!)" d'autres Etats, mais c'est l'"Organisation pour l'Etranger du Front allemand du Travail" qui tranche ce qui sera "intangibles". Il sera nécessaire que les organisations syndicales surveillent d'un oeil vigilant les entreprises de propriété allemande fonctionnant dans leur pays!

On congédie les ouvriers juifs.(I.T.F.) Devant la Cour prud'homale de Francfort sur le Main, un ouvrier faisait, le 25 octobre, appel d'une décision de licenciement selon lui "d'une dureté injuste, étant donné qu'il travaillait au service de l'entreprise depuis 15 ans, qu'il était marié et père de deux enfants tandis que d'autres membres du personnel, célibataires et bien plus jeunes que lui, avaient été gardés en service. Il n'avait été licencié que parce que Juif". Le demandeur alléguait en outre qu'il était ancien combattant et possédait l'insigne de ceux qui ont été au front. Le tribunal repoussa la demande. "Il était vrai que l'entreprise avait encore à son service des ouvriers plus jeunes et célibataires mais on ne pouvait pas exiger d'un chef d'entreprise qu'il renvoie d'abord des citoyens allemands, même célibataires et ayant moins d'années de service, pour conserver un ouvrier juif plus âgé" (Frankfurter Zeitung N° 54718). Pour les un million et demi d'ouvriers et d'employés "non-aryens" les possibilités d'emploi se resserrèrent toujours davantage dans le Troisième Reich.

Casernes et palais. (I.T.F.) "Suivant des rapports de différents préfets les cas augmentent (en Prusse) où on se sert d'anciens wagons de chemin de fer, mis hors de service, comme habitations". Voilà ce qu'écrit le ministre prussien des Finances dans une ordonnance à la police qu'il invite à intervenir, attendu que "ces wagons de chemin de fer ont pour buts d'habitations une hauteur insuffisante et offrent une protection imparfaite contre l'humidité et les intempéries". L'emploi de wagons de chemin de fer en grande quantité comme habitations est une innovation apportée par le Troisième Reich. Suivant un renseignement du ministre des Finances il y a en Allemagne un million et demi de familles qui n'ont pas de demeure. Le transfert de l'industrie de l'armement de la zone de frontière vers l'Allemagne centrale y a fait croître davantage la pénurie des logements et fait monter les loyers. Il est vrai que le chiffre-indice des loyers n'a pas bougé, mais ce chiffre trompe, car il ne s'applique qu'au loyer des habitations construites avant la guerre. Le Commissaire des prix avait interdit une augmentation des loyers de même que le paiement de "pas de porte" en cas de changement de demeure. Le Commissaire des prix a toutefois été démis de ses fonctions le 1er juillet et la dictature ne s'est opposée que contre une augmentation des loyers "injustifiée". Ceci ne veut pas dire qu'il faille renoncer à toute augmentation des loyers. Il faut conserver la rentabilité des immeubles d'habitations. Le parti nazi avait créé, afin de protéger du moins ses membres "contre les loyers usuriers qui pouvaient être constatés ci et là" des offices d'adaptation des loyers. Le suppléant de Hitler a dissous ces offices et consolé les membres du parti en disant que le Troisième Reich construirait des demeures.

Pendant les 9 premiers mois de 1935 on n'a cependant construit que 36.000 habitations, soit 18% de moins que pendant la même période de 1934. Dans les grandes villes le nombre des logements achevés a même baissé de 30%. Ce qu'on construit ce sont des casernes, des villas et des palais pour les bonzes bruns. Le ministère de l'Aéronautique du général Goering, disposera à lui tout seul de 2.500 pièces. A Munich Hitler a inauguré certains immeubles du parti construits selon ses propres dessins dans un style pompeux au prix de millions. La construction de casernes et de ces immeubles d'apparat est payée avec les sommes recueillies au moyen d'impôts. Il ne reste plus d'argent pour la construction d'habitations ouvrières, ce qui explique que les familles de ouvriers cherchent un abri dans des wagons de chemin de fer mis hors de service. Or, "dans l'intérêt de la santé publique" on expulse les ouvriers de ces logements de fortune et on les force à se caser comme sous-locataire dans des immeubles déjà trop remplis, parce que le Troisième Reich estime qu'il est plus important de construire des casernes et des palais que de s'occuper du logement des ouvriers.

Les bénéfiques privés avant tout! (I.T.F.) Le programme municipal du parti nazi déclarait que " parmi les entreprises que les municipalités doivent exploiter elles-mêmes, il faut citer avant tout l'approvisionnement en eau potable, en électricité et en gaz." Au début de 1935 encore les Nazis dans les organes centraux des municipalités allemandes défendaient ce principe, mais les milieux intéressés à la distribution de courant électrique -- entreprise si lucrative -- ont obtenu que le dictateur économique institué par Hitler, le Dr. Schacht, déclare (le 27 septembre à Sarrebruck) que la production privée d'électricité sera protégée par l'Etat et ne sera soumise qu'à certaines restrictions dans le cadre de la défense nationale. La production privée d'énergie électrique tend à présent déjà à se substituer aux entreprises municipales. Il est vrai que le programme municipal du parti se prononçait contre les tendances de démunicipalisation des entreprises exploitées à profit, notamment les usines à gaz, centrales électriques et tramways.... Ce système ouvrirait les portes à un régime économique où prime l'intérêt privé et rendrait imminent le danger d'une mobilisation graduelle des fortunes municipales au profit de la haute finance." Le Dr. Schacht toutefois, protège les intérêts de la haute finance aux dépens de l'économie collective.

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME

Il y a beaucoup de malades parmi les cheminots allemands. (I.T.F.) La Reichsbahn allemande, l'entreprise ferroviaire la plus importante, possède un parc de locomotives d'environ 23.000 machines. L'état des locomotives a une influence notable sur le degré de sécurité, c'est pourquoi les locomotives sont soumises régulièrement à une vérification extérieure et de temps en temps à une vérification complète dans les ateliers centraux. Dans ces ateliers, les locomotives sont démontées jusqu'au dernier écrou et après un examen et une réparation ou renouvellement des parties usées, elles sont remises en état. Dans ces ateliers de réparations environ 100.000 hommes sont occupés. En 1932, dans des conditions normales d'exécution du travail une pareille vérification des machines demandait 12 à 13 journées de travail. Le Troisième Reich a par une accélération inouïe du rythme du travail, réduit ce temps à la moitié. La Reichsbahn allemande qui a été ruinée par les facilités de transport accordées en vue du réarmement allemand et par les transports gratuits de personnes à l'occasion de réunions des organes du Parti, désire se rattraper aux frais des cheminots. Le rythme excessif du travail a fait monter le degré de maladie du personnel des ateliers de 5,7% en 1931 à 13,2 à 15%. Les médecins sont effrayés des conséquences de cette exploitation outrancière des ouvriers. Les autorités nazies ne songent cependant pas à atténuer le rythme excessif. Ils couvrent même d'injures les victimes de leurs abus. Sur les tableaux destinés aux avis au personnel, on affiche des graphiques indiquant la courbe du degré de maladie et les directions régionales y ajoutent une invitation au personnel d'aider à une baisse de la fréquence des maladies "en luttant contre les simulateurs". Les cheminots ressentent ce manifeste de leur direction comme un affront. Les ouvriers des chemins de fer ne simulent point. D'ailleurs, aucun d'entre eux ne se portera malade sans raison sérieuse, car les trois premiers jours de la maladie il ne touche aucun salaire et pas non plus d'indemnité, à la suite du système introduit par les réactionnaires allemands et maintenu par les Nazis. Le chiffre élevé des maladies est la conséquence du rythme du travail inhumain introduit par les Nazis et de la mauvaise alimentation des ouvriers dont le revenu net a été baissé et qui souffrent de la pénurie de graisse et de viande.

Le degré de maladie du personnel de l'exploitation de la Reichsbahn a aussi augmenté; les causes en sont les mêmes. Le ministère de la Propagande interdit toute publication concernant l'augmentation du nombre des accidents occasionnés par l'excès de fatigue du personnel.

Comment on dupes les vieux cheminots. (I.T.F.) Les Associations ferroviaires allemandes avaient un caractère philanthropique; elles exploitaient à l'intention des enfants de leurs 500.000 membres une maison de vacances et elles organisaient des excursions. Un des secours les plus réels qu'elles accordaient, était cependant l'indemnité de funérailles d'un montant de 50 marks. C'est surtout afin d'avoir droit à cette indemnité que les membres payaient leur cotisation annuelle de 2 marks. Lorsque à présent, (le 22 septembre) à la réunion annuelle des Associations ferroviaires, le directeur général adjoint de la Reichsbahn, Kleinmann, eut été élu président, il décida de supprimer la clause relative à l'indemnité de funérailles. Les retraités et invalides qui avaient dans cet espoir payé leur cotisation pendant de longues années sont donc dupés; les Nazis continuent néanmoins à encaisser la même cotisation.

Les chauffeurs n'ont qu'à chômer. (I.T.F.) "Dans les villes d'Allemagne occidentale aussi, la question des concessions accordées aux taxis a été revue et certains camarades ont été privés de leur travail. Dans notre région, nous n'avons pas entendu parler de sociétés juives qui auraient été intercalées; chez nous cependant, tout comme à Berlin, de grandes entreprises ont reçu la priorité sur de petits propriétaires" (Der Ruhrarbeiter, organe du Front allemand du travail N° du 1er novembre).

La Communauté populaire nazie. (I.T.F.) "Une communauté populaire dont les membres ne partagent pas en commun les joies et les souffrances, n'est qu'une leurre". Ainsi déclare le 24 août Burchel, le chef nazi pour le Palatinat. Les cheminots allemands viennent une fois de plus de constater la vérité de cette affirmation. La majorité des cantines des chemins de fer ne peuvent plus se procurer de viande, car les bouchers disent qu'ils ont besoin du petit contingent qui leur est accordé, pour leur clientèle "plus aisée".